

[Texte]

very expensive from the point of view of exploration and development of the North, and secondly, for cash flow reasons.

On the second point, as to what we are doing, we changed the tax system in such a way that there would be a major incentive for the producing oil companies to plough back in exploration a substantial proportion of any increase in the price of oil. For example, under the federal system now, for every dollar increase in the price of oil, if the company reinvests 57 cents of that, the federal government gets nothing—nothing. In other words, it is a heavily-weighted system towards incentive for the companies. The other portion goes, of course, to the province.

On the suspension of the regulations, well that is why I came out with my colleague, the Minister of Indian and Northern Affairs, last May, with the principles of a new regime for oil and gas exploration and development in the North. I recognize, as I am sure you do, that no matter what we come out with, there will always be people in the industry who will say: "It is not enough. We want more"; in the same way that they will say that the tax system does not provide as many incentives as it should or could.

Clearly, those who are in the exploration and development side will be arguing, as strongly as they can, for their own interests, and I accept that. That is in the nature of things. But I think that the government's role here is to be concerned with the public interest, and a balance of interests, to ensure that the work goes forward and that the public interest is protected in the process.

• 1155

We have done some other things. We removed in the last budget—Mr. MacDonald did—the principal business test which is aimed at providing exploration funds for an incentive for Canadians to invest in exploration funds, which exploration funds would be used in Canada, anywhere in Canada. So a number of steps have been taken to try first to remove that degree of uncertainty that you have referred to, and secondly to provide incentives for exploration and development. But I am sure that we all recognize here that there will always be those who will argue that you should have done more.

The Chairman: Mr. McKenzie.

Mr. McKenzie: Mr. Minister, are you monitoring, are you fully satisfied that the oil companies are doing as much exploration as they possibly can? Every one of their annual reports allays these fears and my concern is that these oil companies are trapped. It is very difficult for them to speak out publicly because every time they speak out publicly everybody says they are a bunch of price-gougers who are out to steal from everybody and I do not believe that. I have met with some of the oil company people and they are very concerned

[Interprétation]

devons augmenter les prix, et ce, pour deux raisons: d'une part, c'est une opération extrêmement coûteuse si l'on tient compte des frais de prospection et de mise en valeur dans le Nord; il y a également la question des liquidités.

En second lieu, vous m'avez demandé ce que nous avons fait; nous avons modifié le système fiscal pour encourager utilement les compagnies pétrolières à réinvestir dans la prospection une partie importante des bénéfices tirés de l'augmentation du prix du pétrole. Par exemple, dans le cadre du système fédéral actuel, pour chaque dollar d'augmentation du prix du pétrole, si la compagnie réinvestit 57c., le gouvernement n'y gagne rien, absolument rien. Autrement dit, ce système est orienté avant tout sur l'encouragement qu'il peut offrir aux compagnies. Le reste des bénéfices est bien sûr versé à la province.

Quant à la suspension des règlements, c'est à ce propos qu'il y a eu discussion avec mon collègue, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, en mai dernier, et nous avons établi les principes d'un nouveau régime de prospection et de mise en valeur du pétrole et du gaz dans le Nord. Je sais bien, vous devez vous en rendre compte, que quels que soient les principes que nous adopterons, il y aura toujours des gens dans l'industrie pour déclarer: «Cela ne suffit pas, il faut aller plus loin». Ces mêmes personnes déclareront également que le système fiscal ne fournit pas autant d'encouragement qu'il le devrait ou le pourrait.

De même, ceux qui s'occupent de prospection et de mise en valeur défendront toujours le plus fermement possible leurs intérêts; c'est une situation à laquelle il faut se résigner. C'est dans la nature des choses. Mais à mon sens, le gouvernement doit penser avant tout à l'intérêt public, il doit rechercher un équilibre entre les différents intérêts, s'assurer que des progrès sont accomplis et l'intérêt public protégé.

Nous avons fait autre chose. Nous avons retranché du dernier budget, c'est M. MacDonald qui l'a fait, le test principal prévu pour fournir des fonds de prospection, et stimuler les investissements des Canadiens dans la prospection au Canada, n'importe où au Canada. Par conséquent, un certain nombre de mesures ont été prises pour essayer tout d'abord de faire disparaître cette incertitude dont vous avez parlé et, deuxièmement, pour fournir des stimulants à la prospection et à l'exploitation. Nous le savons tous, il s'en trouvera toujours pour dire que nous aurions dû faire plus.

Le président: Monsieur McKenzie.

M. McKenzie: Monsieur le ministre, exercez-vous une surveillance? Êtes-vous tout à fait sûr que les sociétés pétrolières font autant de prospection qu'elles le peuvent? Dans chaque rapport annuel, ces sociétés essaient de dissiper ces craintes, mais j'ai bien peur qu'elles soient prises au piège. Il leur est très difficile de parler publiquement, chaque fois qu'elles le font, tous les accusent d'être assoiffées d'argent, de vouloir voler tout le monde. Je ne le crois pas. J'ai rencontré des représentants de ces sociétés, ils s'inquiètent beaucoup de